

Province de HAINAUT

Arrondissement de MONS

COMMUNE DE JURBISE

## **PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PUBLIQUE DU 3 DECEMBRE 2018**

Ce jour, le 3 décembre de l'an 2018 à 20 heures, faisant suite à une convocation du Collège communal remise par recommandé le vendredi 23 novembre 2018, MM. GALANT J., CAULIER G., DESMET-CULQUIN B., D'HAESE-LEURIDANT M., HOTTON-VANDERBECQ S., PELERIEAU J., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., POTTIEZ P., SENECAUT M., ROBETTE-DELPUTTE F., CHANOINE V., DELHAYE J., DESSILLY V., EGELS E., NELIS C., DANNEAU F., LEURIDENT C., WAYEMBERGH P. AUQUIERE E., CARION M., se sont réunis en séance publique.

Conformément à l'article L1122-15, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la séance est ouverte et présidée par M. Jacqueline GALANT, Bourgmestre sortante et Présidente de séance.

M. Stéphane GILLARD, Directeur général, assiste à la séance.

### **1. Ouverture de la séance – communication de la validation des élections**

Il est donné lecture à l'assemblée de la décision prise par Monsieur le Gouverneur de la Province du Hainaut en date du 15 novembre 2018, validant les élections communales du 14 octobre 2018 organisées sur le territoire de la Commune de Jurbise.

### **2. Examen des conditions d'éligibilité et des incompatibilités – Prise d'acte de l'absence de désistement au sens de l'article L1122-4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – Prestation de serment des Conseillers communaux**

La Présidente fait d'abord observer qu'il ressort de la vérification des pouvoirs des élus présents que ceux-ci remplissent toujours les conditions d'éligibilité énoncées aux articles L4121-1 et L4142-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et ne se trouvent pas dans une situation d'incompatibilité prévue par les dispositions du même Code ou par d'autres dispositions légales ;

Qu'en outre, aucun d'eux n'a renoncé au mandat qui lui a été conféré, et qu'aucun acte de désistement n'a été réceptionné à ce jour ; que les pouvoirs des élus sont dès lors valides ;

Que Madame Valérie DELVAUX ne peut toutefois être admise à la prestation de serment car elle exerce la fonction d'enseignante dans le cadre des activités extrascolaires organisées par la Commune de Jurbise, fonction à laquelle elle n'a pas renoncé, ce qui est incompatible avec le mandat de conseiller communal.

Madame Jacqueline GALANT, exerçant la présidence du Conseil et réélue en qualité de conseillère communale, cède temporairement la présidence à Monsieur Guy CAULIER, Premier Echevin sortant, et prête le serment suivant, prescrit par l'article L1126-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation : « *Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge* ».

Madame GALANT est déclarée installée dans ses fonctions de conseillère communale. Elle reprend alors la présidence de la séance et invite les conseillers à prêter serment entre ses mains.

Tous les élus présents prêtent successivement entre les mains de la Présidente le même serment, prescrit par l'article L1126-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation : « *Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge* ».

Prenant acte de cette prestation de serment, MM. GALANT J., CAULIER G., DESMET-CULQUIN B., D'HAESE-LEURIDANT M., HOTTON-VANDERBECQ S., PELERIEAU J., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., POTTIEZ P., SENECAUT M., ROBETTE-DELPUTTE F., CHANOINE V., DELHAYE J., DESSILLY V., EGELS E., NELIS C., DANNEAU F., LEURIDENT C., WAYEMBERGH P. AUQUIERE E., CARION M. sont déclarés installés en qualité de conseillers communaux.

### **3. Examen des conditions d'éligibilité et des incompatibilités des suppléants – Prestation de serment des suppléants**

Considérant que Madame Valérie DELVAUX n'a pu être installée en qualité de conseillère communale pour les motifs évoqués ci-dessus ;

Considérant qu'il résulte des résultats définitifs des élections que Madame Christa DECOSTER est la candidate suppléante arrivant en ordre utile sur la liste LB à laquelle appartenait Madame DELVAUX ;

Entendu le rapport de la Présidente concernant la vérification des pouvoirs de la suppléante précitée, dont il appert qu'elle répond aux conditions d'éligibilité énoncées aux articles L4121-1 et L4142-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et ne se trouve pas dans une situation d'incompatibilité prévue par les dispositions du même Code ou par d'autres dispositions légales ;

Décide d'admettre immédiatement en la présente séance Madame DECOSTER et de l'inviter à prêter entre les mains de Madame GALANT le serment suivant, prescrit par l'article L1126-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation : « *Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge* ».

Prenant acte de cette prestation de serment, Madame DECOSTER est déclarée installée en qualité de conseillère communale.

### **4. Adoption du Pacte de majorité**

Le Conseil Communal,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1122-3, L1122-30, L1123-1, L1123-3, L1123-4, L1123-8 et L1123-9 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Considérant qu'il appert du procès-verbal des élections du 14 octobre 2018 que les sièges au Conseil communal sont répartis comme suit entre les différents groupes politiques :

Groupe Liste du Bourgmestre (LB) : 17 sièges

Groupe Alternative citoyenne : 4 sièges

Groupe Humanistes : 0 siège

Considérant que les groupes politiques se composent des conseillers suivants :

**Groupe LB** : MM Jacqueline GALANT ; Guy CAULIER ; Vincent CHANOINE ; Brigitte DESMET-CULQUIN ; ; Mireille D'HAESE- LEURIDANT ; Stéphanie HOTTON-VANDERBECQ ; Jonathan PELERIEAU ; Caroline NELIS ; Pascale MAUROY-MOULIN-STALPAERT ; Frédéric DANNEAU ; Christophe LEURIDENT ; Pierre POTTIEZ ; Pierre WAYEMBERGH ; Vincent DESSILLY ; Francine ROBETTE-DELPUTTE ; Emmanuel EGELS ; Christa DECOSTER.

**Groupe Alternative citoyenne :** MM. Joël DELHAYE ; Manuella SENECAUT ; Eric AUQUIERE ;  
Mélanie CARION.

Vu le pacte de majorité signé par le groupe LB et déposé entre les mains du Directeur général le 29 octobre 2018 ;

Considérant que ledit pacte remplit les conditions énoncées à l'article L1123-1 du Code de la démocratie locale ;

Qu'il indique l'identité du groupe politique qui en fait partie, à savoir le groupe LB ;

Qu'il mentionne l'identité des personnes proposées pour participer au Collège communal, à savoir :

Madame **Jacqueline GALANT**, Bourgmestre

Monsieur **Guy CAULIER**, 1<sup>er</sup> Echevin

Madame **Brigitte DESMET-CULQUIN**, 2<sup>ème</sup> Echevine

Madame **Mireille D'HAESE-LEURIDANT**, 3<sup>ème</sup> Echevine

Madame **Stéphanie HOTTON-VANDERBECQ**, 4<sup>ème</sup> Echevine

Monsieur **Jonathan PELERIEAU**, 5<sup>ème</sup> Echevin

Monsieur **Vincent CHANOINE**, Président du CPAS pressenti

Qu'il propose donc, pour le Collège communal, un tiers minimum de membres du même sexe ;

Qu'il a été signé par l'ensemble des personnes y désignées ;

Qu'il a été signé par les personnes suivantes du groupe LB :

MM. Jacqueline GALANT ; Guy CAULIER ; Vincent CHANOINE ; Brigitte DESMET-CULQUIN ; ;  
Mireille D'HAESE-LEURIDANT ; Stéphanie HOTTON-VANDERBECQ ; Jonathan PELERIEAU ;  
Caroline NELIS ; Pascale MAUROY-MOULIN-STALPAERT ; Valérie DELVAUX ; Frédéric  
DANNEAU ; Christophe LEURIDENT ; Pierre POTTIEZ ; Pierre WAYEMBERGH ; Vincent  
DESSILLY ; Francine ROBETTE-DELPUTTE ; Emmanuel EGELS.

Qu'il satisfait par conséquent à l'exigence de signatures par la majorité des membres de chaque groupe politique dont au moins un membre est proposé pour participer au Collège communal ;

Qu'il a été affiché aux valves de la Maison communale du 29 octobre au 3 décembre 2018 ;

### **Il est procédé à haute voix au vote sur le pacte de majorité :**

21 conseillers participent au scrutin.

17 conseillers votent pour le pacte de majorité, à savoir MM Jacqueline GALANT ; Guy CAULIER ; Vincent CHANOINE ; Brigitte DESMET-CULQUIN ; Mireille D'HAESE-LEURIDANT ; Stéphanie HOTTON-VANDERBECQ ; Jonathan PELERIEAU ; Caroline NELIS ; Pascale MAUROY-MOULIN-STALPAERT ; Frédéric DANNEAU ; Christophe LEURIDENT ; Pierre POTTIEZ ; Pierre WAYEMBERGH ; Vincent DESSILLY ; Francine ROBETTE-DELPUTTE ; Emmanuel EGELS ; Christa DECOSTER.

4 conseillers s'abstiennent, à savoir MM Joël DELHAYE ; Manuella SENECAUT ; Eric AUQUIERE ;  
Mélanie CARION.

Par conséquent,

**Article unique.** - Le projet de pacte ayant obtenu la majorité des suffrages des membres présents, est adopté.

### **5. Prestation de serment de la Bourgmestre et des Echevins**

Considérant que les bourgmestre et échevins doivent être installés dans leurs nouvelles fonctions ;

Considérant que les bourgmestre et échevins ne tombent pas dans un des cas d'incompatibilité prévus par les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ou par d'autres dispositions légales ;

Considérant que rien ne s'oppose dès lors à ce qu'ils prêtent le serment prescrit par l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale ;

Madame GALANT, élue Bourgmestre, prête entre les mains de Monsieur CAULIER, Premier Echevin sortant, le serment suivant, prescrit par l'article L1126-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation : « *Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge* ».

Les échevins sont ensuite invités à prêter le serment suivant, prescrit par l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation : « *Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge* » ;

Appelés dans l'ordre fixé par leur rang dans le pacte de majorité, MM. CAULIER, DESMET-CULQUIN, D'HAESE-LEURIDANT, HOTTON-VANDERBERCQ et PELERIEAU prêtent successivement serment entre les mains de Madame GALANT, et sont déclarés installés dans leurs fonctions d'échevin.

## **6. Fixation du tableau de préséance**

### **Le Conseil communal,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la circulaire du 23 octobre 2018 de la Ministre Valérie De Bue, en charge des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives ;

Vu le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal de Jurbise, arrêté le 5 novembre 2013 ;

Vu le résultat des élections du 14 octobre 2018, validé par un arrêté du 15 novembre 2018 du Gouverneur de la Province du Hainaut ;

**Le Conseil communal fixe de la manière suivante le tableau de préséance des conseillers communaux :**

<b>Nom et Prénom des Conseillers</b>	<b>Qualité</b>	<b>Ancienneté</b>	<b>Date de la dernière élection</b>	<b>Nombre de votes obtenus</b>	<b>Rang sur la liste</b>
GALANT Jacqueline	Députée régionale	07/07/2001	14/10/2018	3366	1
MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale	Institutrice	07/07/2001	14/10/2018	426	11
POTTIEZ Pierre	Cultivateur	07/07/2001	14/10/2018	385	8
SENECAUT Manuella	Avocate	23/07/2001	14/10/2018	350	4
CAULIER Guy	Pensionné	04/12/2006	14/10/2018	1052	2
DESMET-CULQUIN Brigitte	Puéricultrice	04/12/2006	14/10/2018	767	3

ROBETTE-DELPUTTE Francine	Aidante	04/12/2006	14/10/2018	349	9
CHANOINE Vincent	Pensionné	14/10/2012	14/10/2018	799	4
D'HAESE-LEURIDANT Mireille	Pensionnée	14/10/2012	14/10/2018	739	7
DELHAYE Joël	Fonctionnaire	14/10/2012	14/10/2018	463	1
DESSILLY Vincent	Fonctionnaire	14/10/2012	14/10/2018	374	6
EGELS Emmanuel	Expert en Assurance	14/10/2012	14/10/2018	318	14
DECOSTER Christa	Infirmière	14/10/2012	14/10/2018	308	19
HOTTON-VANDERBECQ Stéphanie	Collaboratrice parlementaire	14/10/2018	14/10/2018	531	5
PELERIEAU Jonathan	Enseignant	14/10/2018	14/10/2018	507	20
NELIS Caroline	Vétérinaire	14/10/2018	14/10/2018	440	17
DANNEAU Frédéric	Chef technicien	14/10/2018	14/10/2018	400	21
LEURIDENT Christophe	Employé	14/10/2018	14/10/2018	397	10
WAYEMBERGH Pierre	Ouvrier	14/10/2018	14/10/2018	379	18
AUQUIERE Eric	Employé	14/10/2018	14/10/2018	236	3
CARION Mélanie	Employée	14/10/2018	14/10/2018	214	12

**Le Conseil communal fixe également, de la manière suivante, le classement des conseillers communaux suppléants, en fonction des voix obtenus par les candidats :**

<b>Nom et Prénom des Conseillers</b>	<b>Qualité</b>	<b>Ancienneté</b>	<b>Date de la dernière élection</b>	<b>Nombre de votes obtenus</b>	<b>Rang sur la liste</b>
HALLOT Jean-Pierre	Employé	07/07/2001	14/10/2018	297	12
LEDOUX-BOUCHEREAU Christelle	Kinésithérapeute	14/10/2018	14/10/2018	295	15
BEAU Christian	Pensionné	14/10/2018	14/10/2018	286	16
MORCRETTE Caroline	Fonctionnaire	14/10/2018	14/10/2018	210	2
JOLY Laurent	Fonctionnaire	14/10/2018	14/10/2018	206	9
BREUSE Eddy	Pensionné	07/07/2001	14/10/2018	199	21
JANSSENS Christine	Employée	14/10/2018	14/10/2018	182	10
VIVIER Marie-Pierre	Fonctionnaire	14/10/2018	14/10/2018	177	6
SPAGNA Paolo	Employée	14/10/2018	14/10/2018	165	19
VERBIST Christophe	Salarié	14/10/2018	14/10/2018	159	5
DUBOIS Annie	Pensionnée	14/10/2018	14/10/2018	147	14
LAMOTE Vincent	Employé	14/10/2018	14/10/2018	142	7
LAZA Désiré	Salarié	14/10/2018	14/10/2018	141	15
BECQ Virginie	Fonctionnaire	14/10/2018	14/10/2018	140	8
GODRY Katty	Employée	14/10/2018	14/10/2018	121	18
VANDEVENNE Monique	Pensionnée	14/10/2018	14/10/2018	104	20
BELLIERE Robin	Salarié	14/10/2018	14/10/2018	99	13
GLAUDE Cécile	Salariée	14/10/2018	14/10/2018	96	16
GILLARD Marc	Aide-soignant	14/10/2018	14/10/2018	92	17
FONTIGNY Frédéric	Salarié	14/10/2018	14/10/2018	87	11

## 7. Désignation des conseillers de l'Action sociale

### **Le Conseil communal,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et ses modifications ultérieures, et notamment les modifications découlant du Décret du 26 avril 2012 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Attendu que conformément à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Loi organique, la désignation des membres du Conseil de l'action sociale a lieu en séance publique lors de la séance d'installation du Conseil communal ;

Attendu qu'aux termes de l'article 10 de la même Loi organique, les sièges au Conseil de l'action sociale sont répartis par groupes politiques proportionnellement au nombre de sièges dont chaque groupe bénéficie au sein du Conseil communal ; que la répartition des sièges s'opère en divisant le nombre de sièges à pourvoir par le nombre de membres du Conseil communal, multiplié par le nombre de sièges détenus par chaque groupe au sein du Conseil communal; que les unités ainsi obtenues indiquent le nombre de sièges immédiatement acquis par chaque groupe politique; que le ou les siège(s) non attribué(s) est (sont) dévolu(s) dans l'ordre d'importance des décimales; qu'en cas d'égalité des décimales, le siège est attribué aux listes participant au pacte de majorité;

Attendu qu'il résulte de l'article L1121-3, alinéa 1<sup>er</sup>, et L1122-3 du Code de la démocratie locale et de la Décentralisation, ainsi que de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 8 mars 2018 portant classification des communes en exécution de l'article L1121-3 précité, que le nombre des membres du Conseil communal de Jurbise s'élève à 21 ;

Attendu qu'il résulte de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la Loi organique que le Conseil de l'action sociale de Jurbise est composé de 9 membres ;

Vu le procès-verbal définitif des élections communales du 14 octobre 2018, dont il appert que la répartition des sièges au sein du Conseil communal s'établit comme suit :

GROUPE HUMANISTES : 0 siège ;

GROUPE ALTERNATIVE CITOYENNE : 4 sièges ;

GROUPE LISTE DU BOURGMESTRE (LB) : 17 sièges.

Attendu que la répartition des 9 sièges du Conseil de l'action sociale s'opère donc comme suit :

Groupe politique	Nombre de sièges au conseil communal	Calcul	Sièges directement acquis	Sièges affectés selon décimales	Pacte de majorité OUI / NON	Total des sièges
Alternative citoyenne	4	$(9 : 21) \times 4 = 1,71$	1	1	NON	2
LB	17	$(9 : 21) \times 17 = 7,28$	7	0	OUI	7

Attendu que chaque groupe politique a déposé, dans les délais impartis par la Loi organique, une liste de candidats entre les mains de la Bourgmestre, assistée du Directeur général ;

Que pour **le groupe Alternative citoyenne**, MM. Joël DELHAYE, Manuella SENECAUT, Eric AUQUIERE et Mélanie CARION, conseillers communaux, ont présenté les candidats suivants :

Nom et prénom	Date de naissance	Adresse et qualité	Sexe	Conseiller communal OUI / NON
MORCRETTE Caroline	16/05/1974	Rue des Chats 2 – 7050 Herchies Employée	F	NON
JOLY Laurent	14/11/1970	Place de Masnuy-St-Pierre 6 – 7050 Masnuy-St-Pierre	M	NON

Que pour **le groupe LB** MM Jacqueline GALANT ; Guy CAULIER ; Vincent CHANOINE ; Brigitte DESMET-CULQUIN ; ; Mireille D'HAESE- LEURIDANT ; Stéphanie HOTTON-VANDERBECQ ; Jonathan PELERIEAU ; Caroline NELIS ; Pascale MAUROY-MOULIN-STALPAERT ; Frédéric DANNEAU ; Christophe LEURIDENT ; Pierre POTTIEZ ; Pierre WAYEMBERGH ; Vincent DESSILLY ; Francine ROBETTE-DELPUTTE ; Emmanuel EGELS, conseillers communaux, ont présenté les candidats suivants :

Nom et prénom	Date de naissance	Adresse et qualité	Sexe	Conseiller communal OUI / NON
1.CHANOINE Vincent	03/04/1958	Place d'Erbaut 7 – 7050 Erbaut Pensionné	M	OUI
2. LAMBLIN Sophie	15/02/1967	Bruyère d'Erbaut 25 – 7050 Masnuy-St-Jean Enseignante	F	NON
3. QUINTART Christian	16/04/1951	Rue de Bauffe 2 – 7050 Herchies Cultivateur	M	NON
4. DELVAUX Valérie	13/06/1967	Clos du Moustier 23 – 7050 Jurbise Enseignante – Indépendante	F	NON
5. LEDOUX- BOUCHEREAU Christelle	13/02/1976	Chemin de Mons 27 – 7050 Masnuy-St-Jean Kinésithérapeute	F	NON
6. HALLOT Jean-Pierre	26/11/1961	Route d'Ath 313/3.1 – 7050 Jurbise Employé	M	NON
7. BEAU Christian	28/10/1952	Rue d'Erbisoeul 53 – 7050 Erbisoeul Pensionné	M	NON

Attendu que ces listes répondent aux conditions énoncées à l'article 10, §1<sup>er</sup>, alinéas 7, 8 et 9 de la Loi organique ; qu'elles ne contiennent pas un nombre de candidats supérieur au nombre de sièges revenant à chaque groupe politique; qu'elles ont été signées par la majorité des conseillers communaux du groupe concerné et contresignées par les candidats y présentés; qu'elles respectent les dispositions en matière de mixité et de quota de conseillers communaux;

Attendu que, conformément aux articles 7, 8 et 9 de la Loi organique, les candidats présentés dans ces listes respectent les conditions en matière d'éligibilité et d'incompatibilité ;

**Décide :**

**Article 1er.** - Sont élus de plein droit conseillers de l'Action sociale :

- Pour le groupe PS : MORCRETTE Caroline et JOLY Laurent
- Pour le groupe LB : CHANOINE Vincent, LAMBLIN Sophie, QUINTART Christian, DELVAUX Valérie, LEDOUX-BOUCHEREAU Christelle, HALLOT Jean-Pierre et BEAU Christian

**Article 2.** - Le dossier de l'élection des conseillers de l'Action sociale sera soumis sans délai à la tutelle générale du Gouvernement wallon. Un recours de pleine juridiction est ouvert auprès du Conseil d'Etat dans le cadre du contentieux électoral.

## 8. Désignation des conseillers de police

### Le Conseil communal,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI) ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif à l'élection des membres du conseil de police dans chaque conseil communal, modifié par l'arrêté royal du 7 novembre 2018 ;

Considérant que l'article 18 de ladite loi prévoit que l'élection des membres du conseil de police a lieu au cours de la séance publique lors de laquelle le conseil communal est installé ou au plus tard dans les dix jours ;

Considérant que conformément à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, de ladite loi, le conseil de police de la zone pluricommunale Sylle et Dendre à laquelle appartient la commune, est composé, outre les bourgmestres qui sont membres de plein droit, de **17** membres élus ;

Considérant que le conseil de police sortant a fixé, sur base des dispositions de l'article 12 précité, le nombre de membres que doit élire chaque conseil communal ; que le nombre de membres à élire pour notre commune s'élève à **4** ;

Considérant que chacun des conseillers communaux présents dispose de **3** voix, conformément à l'article 16 de ladite loi ;

Vu les **2** actes de présentation introduits conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 2000 ;

Considérant que les candidats et signataires repris dans ces actes sont les suivants :

1. MM. Joël DELHAYE, Manuella SENECAUT, Eric AUQUIERE et Mélanie CARION, conseillers communaux, ont signé un acte présentant les candidats suivants :

<i>Candidats membres effectifs (par ordre alphabétique)</i>	<i>Candidats suppléants (dans l'ordre suivant lequel ils sont susceptibles de remplacer le membre effectif)</i>
Mme. Manuella SENECAUT	1. M. Eric AUQUIERE

2. MM. Jacqueline GALANT et Stéphanie HOTTON-VANDERBECQ, conseillers communaux, ont signé un acte présentant les candidats suivants :

<i>Candidats membres effectifs (par ordre alphabétique)</i>	<i>Candidats suppléants (dans l'ordre suivant lequel ils sont susceptibles de remplacer le membre effectif)</i>
M. Vincent DESSILLY	-



M. Emmanuel EGELS	-
Mme. Pascale MAUROY-MOULIN-STALPAERT	-
Mme. Caroline NELIS	-

Considérant que ces actes ont été introduits conformément aux dispositions des articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 2000 susdit ;

Vu la liste des candidats établie par le bourgmestre et ci-annexée ;

PROCEDE en séance publique et au scrutin secret à l'élection des membres effectifs du conseil de police et de leurs suppléants.

Mme Jacqueline GALANT, Bourgmestre, assistée de MM. Christophe LEURIDENT et Vincent DESSILLY conseillers communaux les plus jeunes, assure le bon déroulement des opérations. M. Stéphane GILLARD, Directeur général, assure le secrétariat.

21 conseillers prennent part au scrutin et reçoivent chacun 3 bulletins de vote.

63 bulletins de vote ont été trouvés dans l'urne par la bourgmestre, en présence des assesseurs.

Le recensement de ces bulletins donne le résultat suivant :

- Bulletins blancs ou nuls : 0
- Bulletins valables : 63
- Bulletins non valables : 0

Le total des bulletins blancs ou nuls et des bulletins valables donne un nombre de 63, égal au nombre des bulletins trouvés dans l'urne.

Les suffrages exprimés sur les 63 bulletins de vote valables se répartissent comme suit :

<i>Nom et prénom des candidats effectifs</i>	<i>Nombre de voix obtenues</i>
M. DESSILLY Vincent	13
M. EGELS Emmanuel	13
M. MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale	13
M.SENECAUT Manuella	12
M. NELIS Caroline	12
Nombre total des votes	63

Constate que les suffrages exprimés l'ont été en faveur de candidats membres effectifs régulièrement présentés ;

Constate que MM. DESSILLY Vincent, EGELS Emmanuel et MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale, candidats membres effectifs ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages, sont élus.

Considérant qu'en raison d'une parité des voix entre NELIS Caroline et SENECAUT Manuella, il convient de les départager en appliquant l'ordre de préférence prévu à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, de ladite loi ;

Considérant qu'au regard de l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, la préférence est par conséquent accordée à SENECAUT Manuella.

Le bourgmestre déclare que sont élues membres effectifs du conseil de police les personnes ci-après. Leur(s) suppléant(s) est (sont) élu(s) de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation.

<i>Membres effectifs</i>	<i>Suppléants</i>
M. DESSILLY Vincent	-
M. EGELS Emmanuel	-
M. MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale	-
M. SENECAUT Manuella	M. AUQUIERE Eric

Que les conditions d'éligibilité sont remplies par :

- Les quatre candidats membres effectifs élus, à savoir MM DESSILLY Vincent, EGELS Emmanuel, MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale et SENECAUT Manuella ;
- Le candidat AUQUIERE Eric, élu de pleins droits suppléant de SENECAUT Manuella.

Considérant qu'aucun membre effectif ne se trouve dans un cas d'incompatibilité précisé à l'article 15 de la Loi ;

Le présent procès-verbal, établi en deux exemplaires et accompagné des bulletins de vote, tant valables que non valables, sera envoyé sans délai au collège provincial, conformément à l'article 18bis de la loi du 7 décembre 1998 et à l'article 15 de l'arrêté royal du 20 décembre 2000.

**9. Approbation du procès-verbal de la séance du 6 novembre 2018 – parties publique et huis clos**

La Présidente propose à l'assemblée de procéder à un vote unique sur le procès-verbal de la séance précédente. Cette proposition est acceptée à l'unanimité des membres du Conseil communal.

Le procès-verbal de la séance du 6 novembre 2018, parties publique et huis clos, est approuvé avec 12 voix pour et 9 abstentions.

La Présidente prend la parole et, au terme de son discours, lève la séance à 21h00.

*PAR LE CONSEIL,*

*Le directeur général,*

*Le bourgmestre,*